

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales  
Cellule Contrôle Techniques et Environnement Sud  
2 rue Jean Richepin  
BP 60079  
66050 PERPIGNAN Cedex

Perpignan, le 22/09/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/09/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**PATRICK TUBERT SARL**

52 route de Bages - lieu-dit "Mas Tubert" - 66200 Elne

Références : 2023-143-PR/EX

Code AIOT : 0006604788

Pièces jointes :

- 1 planche photographique

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/09/2023 dans la déchèterie que la société PATRICK TUBERT exploite chemin de Charlemagne, lieu-dit "Els Mossellons" à Elne (66200). L'inspection a été annoncée le 07/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr>).

Cette visite d'inspection avait pour objet de contrôler que la société PATRICK TUBERT respectait les prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 16/02/2023<sup>1</sup>. Monsieur le Préfet avait pris cet arrêté préfectoral de mise en demeure sur la proposition de l'inspection des installations classées à l'issue de son contrôle du 21/11/2022 de la déchèterie, déclenché à l'issue d'une plainte de voisinage pour des nuisances sonores et olfactives.

En réponse aux constats effectués lors du contrôle du 21/11/2022 et à la mise en demeure du 16/02/2023, par courrier daté du 24/02/2023, la société PATRICK TUBERT a fait part des actions qu'elle avait immédiatement mises en œuvre à l'issue du contrôle et des mesures qu'elle prévoyait de mettre en œuvre dans le but de satisfaire au respect des prescriptions de l'arrêté de mise en demeure.

Pour mémoire, lors du contrôle du 21/11/2023, il avait été constaté, en raison de la nature des matériaux criblés, qu'une installation de criblage mise en service, irrégulièrement, générait des

---

<sup>1</sup> Arrêté préfectoral n° PREF/DLP/DCLUE/2023047-0001 du 16/02/2023 mettant en demeure la société PATRICK TUBERT de régulariser la situation administrative d'une installation de criblage qu'elle exploite dans son centre de tri de déchets à Elne, de respecter plusieurs prescriptions techniques pour la poursuite de l'exploitation d'une autre installation de son centre de tri et prescrivant la réalisation d'une mesure de bruit

nuisances sonores significatives au-delà des limites de l'établissement, sans pouvoir établir si les niveaux sonores dépassaient les valeurs limites réglementaires d'émission de bruit dans l'environnement.

Dans son courrier du 24/02/2023, la société TUBERT ENVIRONNEMENT indiquait avoir :

- le 23/11/2022 (soit 48 heures seulement après le contrôle du 21/11/2023), suspendu le fonctionnement de l'installation de criblage à l'origine des nuisances sonores ;
- le 20/12/2022, déclaré cette installation afin de régulariser sa situation administrative, mais que cette déclaration avait été effectuée, par erreur, sous la rubrique n° 2716-2 (transit de déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement au lieu de la rubrique n° 2515-1b ou 2515-2b (criblage de déchets inertes non dangereux), appropriée ;
- le 23/02/2023, notifié la cessation définitive de son activité de criblage de déchets inertes non dangereux, au motif que le criblage des déchets concernés, destiné à faciliter leur valorisation, ne présentait pas un rapport coût économique/efficacité suffisamment intéressant ;
- le 15/03/2023, prévu :
  - de couvrir le box d'entreposage et pré-tri des biodéchets, en dehors des périodes d'activité,
  - d'entreposer les emballages (encore humides), issus de son déconditionneur de biodéchets, dans un second box fermé en attente de leur évacuation vers la filière de traitement adéquate ,
  - de compléter ces consignes d'exploitation par une consigne spécifique à l'activité de tri et déconditionnement de biodéchets, jointe en annexe de son courrier,
  - nettoyage à l'eau du déconditionneur de biodéchets, de l'aire de travail et des caniveaux en fin de journée,
  - pompage depuis le bassin de collecte n°1a des liquides de ressuyage, issus du procédé, 2 à 3 fois par semaine pour évacuation vers la plateforme biomasse située lieu-dit « Sacré-Coeur » à Elne,
  - nettoyage à l'eau, plus poussé, chaque fin de semaine des éléments déjà cités ;
- en avril 2023, prévu d'installer un dispositif de traitement de l'air : un linéaire de rampes de brumisation avec neutralisant d'odeurs pour limiter les odeurs susceptibles de provenir des box, du déconditionneur de biodéchets et du bassin n° 1a.

La visite d'inspection du 19/09/2023 avait donc également pour objet de vérifier que la société PATRICK TUBERT avait mis en place les mesures décrites dans son courrier du 24/02/2023.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PATRICK TUBERT SARL
- Activité : déchèterie
- Chemin de Charlemagne, lieu-dit "Els Mossellons" à Elne (66200)
- Code AIOT : 0006604788
- Régime de classement : Enregistrement
- Régime administratif : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société PATRICK TUBERT représente aujourd'hui, dans le département des Pyrénées-Orientales, un acteur local majeur dans le domaine de la gestion des déchets des collectivités et des professionnels.

À l'origine, Patrick TUBERT, fondateur de la société PATRICK TUBERT était agriculteur. Insatisfait de la qualité des composts proposés sur le marché, il décide de créer son propre compost. En 1993, il crée l'entreprise PATRICK TUBERT, s'équipe de véhicules de transport et engins de chantier, et se lance dans la commercialisation du compost issue de sa formulation. Cette première installation est implantée lieu-dit « Sacré Coeur » à Elne. Par la suite, la société PATRICK TUBERT y développera également une activité de valorisation de déchets de bois et une activité de transit de digestats liquides<sup>1</sup>.

Devant le succès remporté par son compost, en 2013, la société PATRICK TUBERT diversifie ses activités et crée, toujours à Elne (lieu-dit « Els Mossellons »), chemin de Charlemagne, une déchèterie professionnelle composée d'un centre de tri, d'une installation de broyage de déchets et d'une installation de mise en balles. Cette déchèterie avait été initialement créée dans le but de réceptionner les déchets des professionnels (issus des chantiers du secteur du bâtiment et des travaux public et des déchets banals en mélange), puis de trier et broyer ces déchets en vue de les valoriser ou de les éliminer dans des filières adaptées. Le démarrage difficile de cette nouvelle installation a contraint la société PATRICK TUBERT à repenser ses installations afin de pouvoir y réceptionner les déchets de tout-venant des déchèteries destinées aux particuliers et gérées par des collectivités. Ces nouveaux déchets sont triés pour être valorisés et leur part non valorisable est dirigée vers l'unité d'incinération des ordures ménagères et des DASRIA<sup>2</sup> de Calce.

Par la suite, la société PATRICK TUBERT a développé deux nouvelles activités dans sa déchèterie :

- en 2019, avec la dépollution, le démontage et le découpage de bateaux (de plaisance ou de sport) hors d'usage ;
- en 2020, avec la collecte et le traitement de biodéchets, issus des entreprises de la zone Grand Saint-Charles, de la grande distribution ou de restaurateurs.

Enfin, fin 2022, la société PATRICK TUBERT a déposé une demande d'autorisation environnementale afin de mécaniser le processus de tri des déchets de sa déchèterie et développer son activité de déconditionnement de biodéchets, déjà existante sur le site.

Actuellement, la déchèterie de la société PATRICK TUBERT (située lieu-dit « Els Mossellons »), objet du présent rapport, est réglementée par l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 4 juin 2019<sup>3</sup>, ainsi que plusieurs arrêtés ministériels de prescription générales.

La déchèterie de la société PATRICK TUBERT relève des rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement synthétisée dans le tableau ci-dessous :

Rubrique	Régime (A, E, D, DC)*	Libellé de la rubrique (activité)	Critère de classement	Seuil du critère	Volume autorisé
2710-2b	E	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets :  2. Collecte de déchets non dangereux	volume de déchets susceptible d'être présent dans l'installation	Supérieur ou égale à 300 m <sup>3</sup>	565 m <sup>3</sup>

1 Les digestats sont des résidus issus du processus de méthanisation (digestion anaérobie) de matières organiques naturelles ou de produits résiduaires organiques (PRO) ; l'autre produit étant le biogaz. C'est une matière (solide ou liquide pâteuse) qui représente entre 70 et 80 % de la masse introduite dans le digesteur et qui est composée d'éléments organiques non minéralisés et de minéraux.

2 Déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés.

3 Arrêté préfectoral d'enregistrement n° PREF/DCL/BCLUE/2019155-0004 encadrant la poursuite des activités de la société TUBERT sur le site d'Elne.

Rubrique	Régime (A, E, D, DC)*	Libellé de la rubrique (activité)	Critère de classement	Seuil du critère	Volume autorisé
2712-3b	E	Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de VHU ou de différents moyens de transports hors d'usage  3. Dans le cas des déchets issus de bateaux de plaisance ou de sport tels que définis à l'article R.543-297 du CE  a) Pour l'entreposage, la surface de l'installation étant supérieure à 150 m <sup>2</sup>  b) Pour la dépollution, le démontage ou le découpage	Réalisation d'activités de dépollution, démontage ou découpage	Aucun	Activités de dépollution, démontage ou découpage
2710-1b	DC	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets :  1. Collecte de déchets dangereux	quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation	Supérieure ou égale à 1 tonne et inférieure à 7 tonnes	6,32 t
2716-2	DC	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes	volume de déchets susceptible d'être présent dans l'installation	Supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> mais inférieur à 1 000 m <sup>3</sup>	790 m <sup>3</sup>
2791-2	DC	Installation de traitement de déchets non dangereux	quantité de déchets traités dans l'installation	Inférieure à 10 t/j	9 t/j

\* A = autorisation, E = enregistrement, D = déclaration, DC = déclaration avec contrôle périodique.

**Le thème de visite retenu est le suivant :** vérification du respect des prescriptions d'un arrêté préfectoral de mise en demeure

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Régularisation administrative et respect de prescriptions ministérielles	AP de Mise en Demeure du 16/02/2023, article 1 <sup>er</sup>	Prescriptions respectées
2	Condition de mise en service de l'installation de criblage	AP de Mise en Demeure du 16/02/2023, article 2	Prescriptions respectées

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors du contrôle du 19/09/2023, l'inspection des installations classées a constaté que la société PATRICK TUBERT respectait les prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 16/02/2023, notamment avec la mise en œuvre des mesures annoncées à Monsieur le préfet, dans son courrier du 24/02/2023. L'inspection des installations classées a pu vérifier la réalisation de toutes ces mesures, lors du contrôle du 19/09/2023.

Par conséquent, l'inspection des installations classées a proposé à Monsieur le préfet d'indiquer, par courrier, à la société PATRICK TUBERT qu'elle avait respecté les prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 16/02/2023<sup>1</sup> et que, par conséquent, la mise en demeure est levée.

## 2-4) Fiches de constats

---

<sup>1</sup> Arrêté préfectoral n° PREF/DLP/DCLUE/2023047-0001 du 16/02/2023 mettant en demeure la société PATRICK TUBERT de régulariser la situation administrative d'une installation de criblage qu'elle exploite dans son centre de tri de déchets à Elne, de respecter plusieurs prescriptions techniques pour la poursuite de l'exploitation d'une autre installation de son centre de tri et prescrivant la réalisation d'une mesure de bruit

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 16/02/2023, article 1<sup>er</sup>

**Thème(s) :** Autre, régularisation administrative et respect de prescriptions ministérielles

**Prescription contrôlée :**

La société PATRICK TUBERT (n° SIREN : 392 005 070), dont le siège social est situé 52 route de Bages, lieu-dit « Mas Tubert » à Elne (66200), si après dénommé l'exploitant, est mise en demeure :  
1°) de régulariser, dans un délai n'excédant pas 15 jours, la situation administrative de l'installation de criblage qu'elle exploite dans son centre de tri de déchets situé chemin de Charlemagne, lieu-dit « Els Mossellons » sur le territoire de la commune d'Elne :

- soit en déclarant cette installation, dans les formes prévues par les dispositions des articles R. 512-47 et R. 512-52 du Code de l'environnement ;
- soit en cessant définitivement l'activité de cette installation dans les conditions définies aux articles R. 512-66-1 à R. 512-66-3 du Code de l'environnement ;

2°) dans le cas où elle retient la première des options de régularisation ci-dessus, de respecter, dans un délai n'excédant pas 15 jours, les prescriptions annexées à l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 susvisé ;

3°) de respecter, dans un délai n'excédant pas 1 mois, les prescriptions des points 6.2.1 et 7.3.1, annexées à l'arrêté ministériel du 23 novembre 2011 susvisé ;

Les délais fixés ci-dessus courent à compter de la notification du présent arrêté.

*[Prescriptions des points 6.2.1 et 7.3.1, annexées à l'arrêté ministériel du 23/11/2011]*

**6.2.1 Odeurs**

*L'installation doit être équipée de dispositifs spécifiques pour ne pas être à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage ou de nuire à la santé.*

*Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux et entrepôts de l'installation opérant un traitement, sont aérés et ventilés. Une face du bâtiment peut-être ouverte si une dépression d'air est créée, associée à l'aspiration de l'air du bâtiment, Un traitement de l'air vicié est opéré avant tout rejet à l'atmosphère.*

*Lorsqu'il y a des sources potentielles d'odeurs de grande surface (bassin de stockage, bassin de traitement...) difficiles à confiner, celles-ci sont implantées de manière à ne pas occasionner de gêne pour le voisinage.*

*Les produits ou déchets susceptibles d'être à l'origine d'émissions d'odeurs sont entreposés dans des conteneurs fermés.*

**7.3.1 Réception**

*L'installation comporte une aire d'attente, à l'intérieur du site.*

*Les déchets ne peuvent pas être réceptionnés en dehors des heures d'ouverture de l'installation.*

*Les déchets doivent être entreposés dans des conditions prévenant les risques de pollution (prévention des envols, des ruissellements, des infiltrations dans le sol, des odeurs...)]*

**Constats :** Lors du contrôle du 19/09/2023, l'inspection des installations classées a pu constater que le box de réception et celui de tri des biodéchets, désormais réunis en un seul. Cet unique box est maintenant recouvert d'un toit et muni d'un rideau, sur sa face avant, permettant de le fermer en dehors des périodes d'activité. La benne dans laquelle sont entreposés les emballages extraits des biodéchets (sacs plastique) encore humides, issus du déconditionneur de biodéchets, est elle aussi désormais muni d'une bâche permettant de la fermer, lorsqu'il n'y a pas d'activité. Il s'agit de deux mesures que la société PATRICK TUBERT s'était engagée à mettre en œuvre pour répondre à la prescription du dernier alinéa de l'article 6.2.1 de l'arrêté ministériel du 23/11/2011.

La société PATRICK TUBERT a également fait installer un dispositif de neutralisation des odeurs susceptibles d'être générées lors de ses activités de tri et déconditionnement de biodéchets. Ce

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 16/02/2023, article 1 <sup>er</sup>
<b>Thème(s) :</b> Autre, régularisation administrative et respect de prescriptions ministérielles
<p>système est constitué d'un réseau de rampes de brumisation via lesquelles un neutralisant d'odeur est diffusé au niveau (<i>Cf. photographies en annexe</i>) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- du box de réception et tri des biodéchets ;</li> <li>- du déconditionneur de ces biodéchets ;</li> <li>- du conteneur dans lequel sont entreposés les emballages extraits des biodéchets encore humides et issus du déconditionneur ;</li> </ul> <p>A noter que le bassin de collecte des jus odorants, pouvant s'échapper du déconditionneur et du conteneur renfermant les emballages extraits des biodéchets encore humides, fait également l'objet, en cas d'odeurs résiduelles après rinçage (en fin de semaine), d'une pulvérisation manuelle du même neutralisant d'odeur (<i>Cf. consignes détaillée ci-après</i>).</p> <p>Enfin, la société PATRICK TUBERT a complété ces consignes d'exploitations par une consigne dédiée à la gestion des équipements et de l'aire de travail qu'elle utilise dans le cadre de ses activités de réception, tri et déconditionnement de biodéchets.</p> <p>Cette consigne n° QSE01/17022023, dont une copie a été transmise à Monsieur le Préfet par la société PATRICK TUBERT dans son courrier du 24/02/2023, précise :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les opérations de confinement des biodéchets encore présents dans l'établissement et de nettoyage des équipements et de l'aire de travail, qui doivent être réalisées chaque fin de journée de travail ;</li> <li>- qu'un pompage des jus odorants recueillis dans le bassin n° 1a doit être réalisé 2 à 3 fois par semaine ;</li> <li>- le lundi, avant la reprise de l'activité hebdomadaire, en cas de présence d'eau météorique dans le bassin n° 1a ;</li> <li>- le mercredi et le vendredi, dans tous les cas ;</li> <li>- que les eaux pompées doivent être évacuées vers la plateforme biomasse que la société PATRICK TUBERT exploite, lieu-dit « Sacré Coeur » à Elne ;</li> <li>- que tous les vendredis avant 15h, un nettoyage approfondi des équipements et de l'aire de travail qui doit être réalisé, incluant la vidange par pompage du bassin n° 1a, et la projection manuelle et si nécessaire de neutralisant d'odeur sur ses parois après nettoyage à l'eau claire de celles-ci.</li> </ul> <p>Afin de s'assurer du respect de cette nouvelle consigne, la société PATRICK TUBERT a mis en place un tableau d'émargement que l'opérateur en charge de l'appliquer doit émarger en fonction de la fréquence à laquelle les différentes opérations doivent être réalisées.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Condition de mise en service de l'installation de criblage

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 16/02/2023, article 2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Mesure de bruit

**Prescription contrôlée :**

Dans le cas où elle fait le choix de déclarer son installation de criblage pour pouvoir poursuivre son exploitation, la société PATRICK TUBERT :

1°) réalise, dans un délai n'excédant pas 1 mois, une mesure de bruit en limite de son établissement, représentative du fonctionnement de son installation de criblage. Cette mesure est réalisée conformément aux prescriptions du point 8.4, annexées à l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 susvisé.

2°) met en œuvre, le cas échéant, dans un délai n'excédant pas 2 mois, les mesures afin de respecter les valeurs limites de bruits qui lui sont imposées en limite de son établissement, par les prescriptions de l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 susvisé. Dans l'intervalle, la société PATRICK TUBERT suspend son activité de criblage. À l'issue des travaux la société PATRICK TUBERT réalise une nouvelle mesure de bruit pour attester la conformité. Ces dispositions sont poursuivies jusqu'à ce que les valeurs limites de bruit en limite de son établissement soient respectées.

Les délais fixés ci-dessus courent à compter de la notification du présent arrêté.

La société PATRICK TUBERT transmet les résultats de la mesure de bruit à l'inspection des installations classées, dès qu'elle en a connaissance.

**Constats :** [Rappel] Dans un premier temps, le 20/12/2023, la société PATRICK TUBERT a effectué une déclaration initiale pour régulariser la situation administrative de son installation de criblage (déclaration n° A-2-6V80YU7YN du 20/12/2022). Par la suite, le 23/02/2023 a notifié la cessation définitive de cette installation à Monsieur le Préfet. Dans cette notification, la société PATRICK TUBERT précisait les mesures qu'elle avait mise en œuvre ou s'engageait à mettre en œuvre dans le cadre de la cessation définitive de son activité de criblage, à savoir :

- l'évacuation, première quinzaine de mars 2023 :
  - des déchets inertes non dangereux comportant une faible fraction de déchets non inertes non dangereux, soit dans sa filière de fabrication de combustibles solides de récupération, soit vers un établissement autorisé à les prendre en charge et à les traiter,
  - de l'installation de criblage,
- de la parcelle cadastrale n° AL41, sur laquelle l'activité de criblage était réalisée ;
- l'existence d'une clôture et de l'absence de risque d'incendie – eu égard à l'évacuation des déchets évoqués supra et faiblement combustibles – sur cette même parcelle cadastrale ;
- un nivellement homogène du sol de la parcelle cadastrale évoquée ;
- la réutilisation de la parcelle cadastrale AL41 exclusivement pour l'entreposage de bennes vides appartenant à la société TREBUT.

Lors du contrôle du 19/09/2023, à la demande de l'inspection des installations classées, la société PATRICK TUBERT a présenté le registre de suivi des déchets sortants de sa déchèterie.

L'inspection des installations classées a pu y constater que des déchets issus de l'activité pour laquelle la cessation définitive d'activité a été notifiée à Monsieur le Préfet ont été évacués vers :

- la société TP66 à Ene, pour valorisation (ces déchets ont fait partie d'un lot de 16,12 tonnes de déchets inertes non dangereux, expédiés le 06/12/2022) ;
- l'installation de stockage de déchets non dangereux non inertes que la société VÉOLIA exploite à Espira-de-l'Agly, pour enfouissement pour la fraction non valorisable dans le procédé de fabrication de combustibles solides de récupération (ces déchets ont fait partie d'un lot de 24,5 tonnes de déchets non dangereux non inertes, expédiés le 08/12/2022).

La société PATRICK TUBERT a indiqué à l'inspection des installations classées que la fraction des déchets issus de l'activité pour laquelle la cessation définitive d'activité a été notifiée à Monsieur

le Préfet, valorisable dans un procédé de fabrication de combustibles solides de récupération, avaient été dirigées vers sa filière de fabrication de ce type de combustible.

L'inspection des installations classées a par ailleurs pu constater que la parcelle n° AL41 (*cf. photographies en annexe*) :

- était exempte de tous déchets et de tout risque d'incendie lié à l'activité de criblage passée ;
- que son terrain avait fait l'objet d'un aplanissement uniforme ;
- que quelques bennes vides y étaient entreposées.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

## ANNEXE I

Photographies prises par l'inspection des installations classées lors du contrôle du 19/09/2023 dans la déchèterie que la société PATRICK TUBERT exploite chemin de Charlemagne, lieu-dit "Els Mossellons" à Elne (66200)



Box de réception et de tri des biodéchets muni, d'un toit, d'un rideau et d'une rampe de brumisation pour la neutralisation des odeurs



Mur de séparation du box (ci à gauche) de l'aire de travail de déconditionnement des biodéchets, muni d'une rampe de brumisation pour la neutralisation des odeurs



Armoire de gestion du dispositif de neutralisation des odeurs (réglage de la concentration et du débit du neutralisant)



Rampe de brumisation (repérée par les flèches) installée au-dessus du déconditionneur de biodéchets, masqué par les bennes au premier plan



Benne (celle, ci à gauche) d'entreposage des emballages encore humides extraits des biodéchets, munie d'une bâche rétractable manuellement.



Parcelle cadastrale n° AL43, débarassée de tous déchets, de l'unité de criblage et uniformément aplaniée, sur laquelle on peut apercevoir que trois bennes vides de la société TREBUT sont entreposées